



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Agissements de Total au Mozambique

Question au Gouvernement n° 235

Texte de la question

AGISSEMENTS DE TOTAL AU MOZAMBIQUE

Mme la présidente . La parole est à Mme Sandrine Rousseau.

Mme Sandrine Rousseau . Au Mozambique se trouvent des ressources de gaz importantes et des entreprises qui souhaitent les exploiter.

M. Pierre Cordier . Ça, c'est un sujet qui intéresse les Français !

Mme Sandrine Rousseau . Les dealers cherchent toujours, de toutes les manières possibles, à faire de l'argent en vendant aux drogués leurs produits, quelle que soit leur provenance. De même, Total semble prêt à tout pour fournir les énergies fossiles auxquelles nous sommes accros. Mais à la manière de la lutte contre les drogues, il est aussi important de lutter contre le trafic international de ces énergies fossiles, le pétrotrafic, que de diminuer nos addictions.

M. Thibault Bazin . Comment peut-on comparer la drogue et l'énergie ?

Mme Sandrine Rousseau . La situation au Mozambique est grave. Des milliers de civils ont été massacrés lors d'exactions commises par des rebelles islamistes et par les forces d'un gouvernement autoritaire : décapitations, viols, mutilations, enlèvements, tortures, exécutions, y compris d'enfants. Au Mozambique comme en Ouganda et en Tanzanie, pays traversés par le projet Eacop d'oléoduc de pétrole brut d'Afrique de l'Est, également soutenu par Total, des réserves naturelles sont menacées. Les militants écologistes ou des droits humains y sont l'objet de représailles et risquent littéralement leur vie. Deux articles publiés par *Politico* et *Le Monde* révèlent que des soldats à la solde de Total se sont rendus coupables de tortures et de crimes sur des civils.

M. Pouyanné a été décoré de la Légion d'honneur le 14 juillet 2023, signe que l'entreprise est un fleuron français et que son PDG une figure reconnue. Pourtant, Total est le bras armé d'un néocolonialisme éhonté, extra-activiste et climaticide. Ma question au ministre de la justice est simple : pourriez-vous demander au parquet qu'il se saisisse du dossier et enquête sur ces faits ? Le droit vous y autorise ; l'éthique nous y oblige.
(*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EcoS et SOC. - Mme Gabrielle Cathala et M. Marcellin Nadeau applaudissent également.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

M. Didier Migaud, *garde des sceaux, ministre de la justice* . Je ne vous rappellerai pas le droit : vous savez que le garde des sceaux – encore moins que tout autre – n'a pas le droit de donner des instructions individuelles dans le cadre de procédures judiciaires, même pas au parquet.

M. François-Noël Buffet, ministre des outre-mer . Eh oui !

M. Pierre Cordier . Elle a redoublé sa première année de droit, ou quoi ?

M. Didier Migaud, garde des sceaux . Vous soulevez un vrai problème, celui du narcotrafic. Le ministre de l'intérieur et moi-même avons annoncé plusieurs mesures pour lutter contre les narcotrafiquants, ces criminels...

Mme Sandrine Rousseau et Mme Marie-Charlotte Garin . Nous parlons de pétrotrafic !

M. Didier Migaud, garde des sceaux . Toutes les formes de trafic doivent être combattues avec la plus grande véhémence de la part de l'État, à partir du moment où les faits sont prouvés. Et une fois de plus, je ne peux pas vous répondre sur des affaires individuelles et je ne peux pas donner d'instruction à un parquet. *(Mme Danielle Brulebois applaudit.)*

Mme la présidente . La parole est à Mme Sandrine Rousseau.

Mme Sandrine Rousseau . Total est en train de piller et de détruire une partie des pays d'Afrique, parce qu'il se sent légitime à aller y chercher les ressources dont nous avons besoin pour notre développement.

M. Pierre Cordier . Votre costume, il n'est pas fabriqué avec du pétrole, peut-être ? Mme Rousseau n'a pas de voiture ?

Mme Sandrine Rousseau . Il est véritablement temps que la justice française, au nom du peuple français, regarde ce que font les entreprises françaises dans des pays étrangers où tous les droits semblent permis. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EcoS, SOC et GDR.)*

M. Boris Vallaud . C'est un devoir de vigilance !

Données clés

Auteur : [Mme Sandrine Rousseau](#)

Circonscription : Paris (9^e circonscription) - Écologiste et Social

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 235

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Outre-mer

Ministère attributaire : Outre-mer

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 28 novembre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 28 novembre 2024